



Regards sur les monnaies sociales et complémentaires

Jérôme Blanc

► To cite this version:

Jérôme Blanc. Regards sur les monnaies sociales et complémentaires. Revue Internationale de l'Economie Sociale, 2012, 324, pp.18-20. halshs-00709188

HAL Id: halshs-00709188

<https://shs.hal.science/halshs-00709188>

Submitted on 18 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jérôme Blanc / Maître de conférences HDR, Université Lumière Lyon 2, et chercheur au laboratoire Triangle UMR 5206 *

Regards sur les monnaies sociales et complémentaires

Présentation du dossier issu du Colloque international sur les monnaies sociales et complémentaires, CC-Conf 2011, 16-17 février 2011, Lyon

Le dossier qui suit est constitué de quatre textes dont des versions préliminaires ont été présentées lors du colloque international, trilingue et pluridisciplinaire « Trente années de monnaies sociales et complémentaires, et après ? », qui s'est tenu à l'École normale supérieure de Lyon les 16-17 février 2011¹.

Le colloque

Depuis les années 1990, la vague montante des monnaies sociales et complémentaires a rencontré l'intérêt de certains chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS), mais le bilan demeure mitigé : il faut certes reconnaître l'émergence d'un nouveau champ de la recherche sur cet objet qui apparaît nouveau par son ampleur et par sa nature, mais on ne peut que regretter le faible écho que ces travaux ont eu dans les SHS en général et la faiblesse de leur visibilité académique, qui en fait un domaine encore très marginal. C'est ce constat, ainsi que celui de l'absence de colloque international répondant aux critères ayant cours dans le monde scientifique, qui est à l'origine de ce colloque.

L'appel à communications cherchait à faire émerger des bilans de la dynamique enclenchée il y a bientôt trois décennies, sous forme d'études monographiques comme d'analyses comparatives au plan international et au plan historique, mais il encourageait aussi les approches théoriques². Le colloque a accueilli 53 communications, pour la

* Adresse postale : Triangle, Institut des sciences de l'homme, 14 avenue Berthelot, 69363 Lyon cedex 07 (France). Courriel : jerome.blanc@univ-lyon2.fr

¹ Le colloque CC-Conf 2011 a été organisé par les laboratoires Triangle (UMR 5206) et LEFI (EA 4012) appuyés par l'université Lumière Lyon 2, sa Chaire d'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire, l'Institut des sciences de l'homme (ISH) et l'ENS Lyon, où il s'est tenu. Il a reçu le soutien de l'Institut Veblen pour les réformes économiques et la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'homme), l'Institut Caisse des dépôts et consignations pour la recherche, le Cluster 12 « Dynamiques sociales et territoriales » de la région Rhône-Alpes ainsi que la région Rhône-Alpes, la Direction générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la culture et de la communication, la coopérative RES et le Conseil général du Rhône.

² L'appel à communication, le programme ainsi que la liste des textes présentés sont disponibles sur le site du colloque à partir de <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article1588>. Voir aussi le site à vocation

plupart de chercheurs étrangers. Il a été doublé d'une journée destinée aux acteurs praticiens, élus locaux ou chargés de mission. Au total, 264 personnes ont participé à tout ou partie de ces trois jours, venant de plus de vingt pays.

Le colloque a contribué à faire émerger et identifier une communauté de recherche jusqu'ici éparpillée et peu consciente d'elle-même. La première table ronde du colloque, qui a porté sur les outils d'analyse à disposition des chercheurs, a permis de souligner tout à la fois la faiblesse de l'infrastructure intellectuelle, qui serait à même de rassembler les chercheurs, et son émergence progressive, sous la forme notamment de sites dédiés aux ressources relatives aux monnaies sociales et complémentaires³, dont un site bibliographique de recension des écrits⁴, ou encore sous la forme de la seule revue qui leur est dédiée, l'*International Journal of Community Currency Research* (IJCCR⁵). Trente ans après l'émergence des monnaies sociales et complémentaires dans le monde, beaucoup reste à faire pour connaître et comprendre la variété des initiatives existantes et leur portée, mais un chemin significatif a déjà été parcouru et les dynamiques de recherche à leur sujet s'accroissent visiblement.

Des dispositifs très divers

Bien que les quatre textes présentés dans ce dossier ne prétendent pas fournir une vue représentative du colloque, ils illustrent la diversité des expériences et des angles de vue. Ils montrent d'abord leur dispersion géographique : sont abordées les expériences en France via les SEL (systèmes d'échange local, texte de Ferraton et Vallat) et la monnaie SOL à Grenoble (texte de Fare), en Amérique du nord via des réseaux d'échange de proximité québécois (texte de Boulianne et Comeau) et en Amérique du sud via le Banco Palmas au Brésil (texte de Carvalho, Scalfoni Rigo et Torrès).

Les dispositifs analysés permettent d'aborder les quatre générations qui ont émergé depuis les années 1980 dans le monde⁶. La prise en compte de cette diversité est la condition d'une bonne compréhension des enjeux, des possibilités et des impasses

plus large qui a été construit sur la base de la dynamique de ces trois journées : <http://www.monnaiesendebat.org/>

³ <http://www.complementarycurrency.org/>

⁴ <http://www.cc-literature.org/>

⁵ <http://www.ijccr.net>

⁶ Pour une présentation de ces générations, voir notamment Jérôme Blanc, « Classifying “CCs”: Community, complementary and local currencies' types and generations », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 15, Special Issue : Complementary currencies: state of the art, 2011, pp. 4-10.

des monnaies sociales et complémentaires, même si elle complique certainement leur abord.

Le cas des SEL français étudiés par Cyrille Ferraton et David Vallat et de la plupart des « réseaux d'échanges de proximité » québécois étudiés par Manon Boulianne et Yvan Comeau constituent une première génération : ce sont des monnaies de crédit mutuel, inconvertibles, intégrant l'échange de biens comme de services ; dans les cas étudiés, leur vocation est davantage sociale qu'économique.

L'Accorderie québécoise étudiée par Marie Fare, que l'on retrouve aussi parmi les réseaux étudiés par Manon Boulianne et Yvan Comeau, constituent une seconde génération de dispositifs, qui dérive de la première : le crédit mutuel est basé sur le temps, les échanges sont centrés sur des services strictement comptabilisés en temps et leur vocation est essentiellement sociale.

Le Palmas brésilien étudié par Genauto Carvalho de França Filho, Ariádne Scalfoni Rigo et Jeová Torres Silva Junior constitue sans doute le cas de succès le plus éclatant de la troisième génération de dispositifs : leur monnaie est convertible en monnaie nationale (mais suivant des conditions plus ou moins strictes) et elle est employée dans les usages commerciaux courants ; leur vocation est d'abord économique.

Enfin, le SOL français étudié par Marie Fare en regard de l'Accorderie renvoie à une quatrième génération : c'est une monnaie réunissant plusieurs projets simultanés. Le SOL Alpin qui fait plus particulièrement l'objet de l'analyse s'est en réalité concentré sur la vocation économique d'une monnaie fidélisant des consommateurs dans un réseau de prestataires professionnels agréés, rabattant le projet sur celui d'une troisième génération.

Difficultés et réussites

Les SEL français sont marqués par le refoulement de transactions marchandes et professionnelles. Cyrille Ferraton et David Vallat les analysent au travers du prisme de la dette et de la réciprocité à partir d'un cadre analytique empruntant à l'anthropologie. L'utopie d'échanges égalitaires, horizontaux et personnalisés mais dégagés du marché (dont l'idéal promet pourtant l'horizontalité et l'égalité formelle des agents) comme de liens hiérarchiques (qui pourtant construisent un échange personnalisé) ne prend vie que par la construction de dispositifs de sensibilisation. Cet équilibre fragile menace toujours de basculer soit dans une solidarité charitable ou philanthropique, soit dans la reproduction des logiques marchandes externes.

Le texte de Manon Boulianne et Yvan Comeau éclaire le cas des « réseaux d'échange de proximité » québécois via une enquête quantitative menée auprès d'adhérents de douze dispositifs de première et de seconde génération. L'étude des motifs d'adhésion et des retombées perçues par les adhérents interrogés montre une combinaison de motifs idéologiques, environnementaux et sociaux et de motifs économiques. Pour beaucoup des participants interrogés la cessation de fonctionnement du réseau ne détériorerait que très modérément leur situation économique : cela illustre la faiblesse de ces dispositifs en matière d'impact économique perçu à microéchelle, qu'il faut cependant nuancer en fonction du niveau de revenu des participants.

Le texte de Marie Fare établit un pont entre deux rivages de l'Atlantique et entre deux générations de dispositifs : l'Accorderie de Québec et le SOL de Grenoble, étudiés par enquête quantitative et qualitative. Elle les interroge sous l'angle d'un développement local soutenable, évalué par trois critères : la territorialisation des activités, la dynamisation des échanges et la transformation des pratiques, modes de vies et représentations sociales. Si l'Accorderie, qui a réussi à créer un sentiment de communauté locale solidaire, est un succès dans ces trois critères, il n'en est pas de même du SOL alpin. Confiné au volet marchand du projet SOL et pénalisé par sa petite taille, son impact le plus significatif semble celui de la transformation des représentations sociales dans le sens d'un développement local soutenable.

Retraversant l'Atlantique, le texte de Genauto Carvalho de França Filho, Ariádne Scalfoni Rigo et Jeová Torres Silva Junior porte sur le cas emblématique de la Banque Palmas, dans un quartier pauvre et excentré de Fortaleza, au Brésil. Ils soulignent le lien fort entre la finance solidaire (via le microcrédit) et la monnaie sociale via une forme d'autogestion communautaire qui est à l'origine de cette « banque communautaire de développement » de forme associative. Après une première expérience frustrante de dispositif de première génération (le Palmares), la banque communautaire a modifié le projet qui est devenu la monnaie Palmas, de troisième génération : une monnaie convertible à usage commercial. Le bilan de dix années de Banco Palmas montre que la réussite du dispositif en matière de lutte contre la pauvreté tient à la combinaison de finance solidaire et de monnaie sociale dans un cadre autogéré appuyé par une reconnaissance institutionnelle.

Questions transversales

La succession de ces quatre textes fait apparaître des questions transversales. D'abord, quelle est la nature de ces projets : sont-ils d'abord symboliques, sociaux, économiques, environnementaux ? Si la réponse se trouve dans la combinaison de ces critères, quelle doit être leur articulation propre à chaque génération de systèmes ?

Ensuite, ces textes posent la question de la pérennité de ces dispositifs : sont-ils destinés à durer (mais alors, à quelles conditions, tant il semble que la pérennité suppose un appui financier extérieur durable) ou sont-ils simplement des outils de transition destinés à disparaître une fois leur objectif réalisé ? Enfin, et en conséquence, quelles conditions doivent être satisfaites pour que ces projets aient un impact significatif ? Les textes qui suivent conduisent à souligner au moins les éléments suivants : un pilotage fin équilibrant les tensions internes entre projets politiques divergents, un nombre suffisant d'utilisateurs et une diversité importante de biens et services proposés. Tel est sans doute l'enjeu majeur que doivent affronter les concepteurs de monnaies sociales et complémentaires dans les années à venir.